

La démocratie ne se confine pas

C'est peu dire que cette majorité se dirige vers les élections départementales et régionales à reculons. Elle aura tout tenté pour éviter ces rendez-vous démocratiques. Les plus ardents défenseurs d'un nouveau report étant Richard Ferrand et François Bayrou.

Les scrutins du mois de juin, régionaux et départementaux, s'annoncent particulièrement défavorables aux candidats de la majorité présidentielle. Mais ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on peut faire baisser la fièvre.

Il y avait quelque chose de pathétique dans ces manœuvres destinées à repousser la date des scrutins tout en essayant d'en faire porter la responsabilité à d'autres, scientifiques ou maires. À l'Assemblée, Olivier Faure a, au nom du *Groupe socialistes et apparentés*, rappelé qu'**«on ne confine pas la démocratie»**.

«Pour qu'une consultation ait un sens, il faut qu'elle traduise une véritable volonté de concertation et non, simplement, de faire avaliser par d'autres une décision déjà prise ou, parfois, une décision que l'on ne sait ou ne veut pas prendre. Ce ne sont pas seulement les oppositions que vous humiliez ainsi, mais la démocratie que vous abîmez !»

Le gouvernement a pourtant eu plus d'un an pour anticiper. Au lendemain des Municipales, le ministre de l'Intérieur de l'époque avait réuni les groupes politiques place Beauvau pour tirer les leçons du scrutin.

«Nous avons formulé de très nombreuses propositions», a rappelé



La démocratie est un bien essentiel

Olivier Faure : **«sur les procurations, sur le vote par correspondance, en faveur de professions de foi - qui constituent le seul document adressé à l'ensemble des Français - plus denses, sur la contribution souhaitable de l'audiovisuel public à un débat éclairé, sur les règles sanitaires à appliquer le jour du vote ou, encore, sur la protection des bénévoles qui assurent le bon déroulement du scrutin»**.

Pour le groupe socialiste à l'Assemblée : **«la démocratie est un bien essentiel. Des États-Unis à la Bulgarie, des Pays-Bas au Portugal, partout dans le monde, on a voté cette année. Rien ne saurait conduire à reporter un rendez-vous démocratique. "Nous devons apprendre à vivre avec le virus" : ces mots ne sont pas de moi, ils sont du président de la République. Dans le même temps, la santé de nos compatriotes est une priorité absolue, et rien ne devrait conduire à mettre en danger ceux qui accomplissent leur devoir civique. Tout doit être fait également pour concourir à la parfaite information des électeurs sur les listes concurrentes. Il appartient au gouvernement de concilier ces deux exigences "en même temps" démocratique et sanitaire. Depuis un an, vous en aviez le temps : vous en avez aujourd'hui le devoir.»**



Dictature ?

Certains mots doivent être maniés avec beaucoup de précaution. Utilisés à tort et à travers, ils perdent de leur sens. Dictature en fait partie. On peut commenter très longuement la politique du gouvernement Castex, dénoncer ses approximations, son manque d'anticipation, sa propension à plus communiquer qu'à agir... Mais on ne peut pas dire qu'il a mis en place une dictature sanitaire.

D'ailleurs, si la France était devenue une dictature sanitaire, les manifestations organisées à Quimperlé, le 10 avril, et à Brest, le 17, auraient été réprimées. En général, dans une dictature, les opposants sont en prison ou assignés à résidence : leurs photos ne s'étalent pas à la une des journaux.

Parler de dictature, parce qu'on doit porter un masque hors de chez soi et respecter un couvre-feu, est indécent vis-à-vis de toutes les victimes des vraies dictatures et vis-à-vis du personnel soignant.

PS29

Région : la majorité prépare l'avenir

« **Cet hémicycle est un hémicycle de travail et non de campagne** », a dû rappeler le président du Conseil régional, Loïg Chesnais-Girard, à la suite de l'intervention d'Hind Saoud, porte-parole du groupe des Marcheurs, qui avait utilisé son temps de parole pour faire la promotion de la liste menée par Thierry Burlot.



La jeunesse est notre priorité

Et pourtant, la suite de la session lui a totalement donné tort puisque la majorité a montré, dans tous les bordereaux présentés, qu'elle était totalement mobilisée pour préparer l'avenir et apporté des réponses aux Bretonnes et aux Bretons, durement frappés par la crise, depuis déjà plus d'un an.

La session du 9 avril a, en effet, été de nouveau marquée par la crise sanitaire actuelle, ses restrictions et ses conséquences socio-économiques. Si le budget 2021, voté en décembre dernier, prenait déjà en compte la situation et anticipait la relance, cette séance plénière

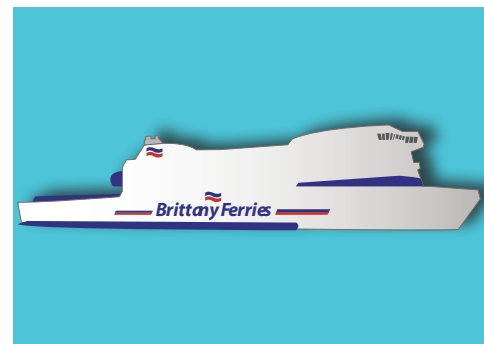
s'est donnée de nouveaux moyens pour répondre à l'urgence et soutenir davantage encore les plus fragiles, au premier rang desquels les jeunes avec l'adoption d'un plan de soutien à la jeunesse bretonne. Le rapport, présenté par Pierre Pouliquen, comporte 32 mesures, à court et moyen termes, pour aider les jeunes Bretons à affronter la période et à se projeter dans l'avenir. La Région, en s'appuyant sur ses compétences-clé, l'orientation et la formation, se fixe deux grandes priorités : l'accompagnement des plus fragiles et isolés, d'une part, la construction d'un parcours de formation et l'accès au monde du travail (stages, alternance...), d'autre part. 930 places supplémentaires de formation dans le secteur de la santé ont ainsi été créées.

« La majorité régionale est totalement mobilisée pour préparer l'avenir. »

Autre point abordé lors de cette session, la décision modificative au budget présenté par Stéphane Perrin. Au-delà des 2,87 millions d'euros de crédits complémentaires affectés au plan jeunesse, différents ajustements budgétaires ont été votés pour venir en soutien aux entreprises, notamment à la Brittany Ferries pour ses nouvelles rotations de fret avec l'Irlande.

Car si certains sont déjà en campagne, heureusement pour les Bretonnes et les Bretons que d'autres suivent avec détermination les dossiers économiques et sociaux. **« Nous avons besoin de**

dire aux salariés que nous n'avons pas dételé », a insisté Loïg Chesnais-Girard avant de faire le point sur les principaux sujets d'inquiétude pour l'emploi en Bretagne. Pour HOP!, à Morlaix, **« la montée au capital de l'État au sein du groupe Air France est l'occasion de redire que les contreparties doivent intégrer, bien sûr, les enjeux environnementaux mais aussi l'aménagement du territoire ».**



Nous défendons l'emploi en Bretagne

La même détermination anime la majorité régionale pour défendre l'emploi à la Fonderie de Bretagne à Caudan (56), que le groupe Renault veut fermer, ou chez Nokia sur le site de Lannion (22). L'intérêt que la Cooperl porte au site de Lampaul-Guimiliau constitue tout de même une bonne nouvelle.

Cette dernière session du mandat a été utilisée par les oppositions comme une tribune électorale. Pour la majorité régionale, elle a permis à Loïg Chesnais-Girard de préciser ses propositions pour faire de la Bretagne **« un laboratoire du déconfinement »**. Chacun ses priorités...

Forum des politiques culturelles



« La Bretagne devient un laboratoire de l'avenir des politiques culturelles. » C'est par ces mots que, le 14 avril, Jean-Michel Le Boulanger a lancé, en visioconférence, le Forum des politiques culturelles. « Nous avons imaginé une grande journée de lancement en fin d'année 2020, dans une grande salle pouvant accueillir des centaines de participants. Puis nous avions espéré le faire en février 2021 et en mars... avant de décider de le faire par visio », a rappelé le vice-président de la Région en charge de la culture.

Il y a un an, la Région a voulu interroger toutes ses politiques culturelles, à l'aune des nouveaux défis qu'engendrent la pandémie.

« Pour être efficaces, ces réflexions doivent être portées par toutes les collectivités puisque la culture est une responsabilité partagée. Elles doivent aussi être nourries par les expériences concrètes d'acteurs, artistes, responsables de structures, porteurs

de projets qui font vivre et éclore les initiatives multiples qui se développent sur tout le territoire de la Région Bretagne », insiste Jean-Michel Le Boulanger.

Parmi les grands thèmes imaginés, on trouve la question du temps ; la question sociale ; la question des territoires et la question démocratique... « Ces exemples n'étant absolument pas limitatifs », rassure le vice-président.

« Par question sociale, il faut entendre la montée de la précarité dans les professions artistiques », précise-t-il. Celle du temps invite à réfléchir à la recherche éffrénée de quantité au dépend de la qualité et l'aliénation que constitue l'accélération du temps.

C'est donc le 14 avril 2021 qu'a été lancé le Forum des politiques culturelles, en présence de représentants des collectivités ainsi que des grandes filières artistiques et culturelles en Bretagne. Le débat se poursuit maintenant sur la plateforme www.forum-cultures.bzh

Régionales : les propositions des socialistes

Enfin, après bien trop d'hésitations, de tergiversations et de procrastination, la date des élections régionales a enfin été fixée : ça sera donc les 20 et 27 juin que les électrices et les électeurs éliront le futur Conseil régional.

« **Nous n'attendions que cette confirmation officielle pour présenter notre contribution au projet régional que nous préparons depuis déjà plusieurs mois** », indique Forough Salami-Dadkhah, secrétaire régionale du BREIS.

Cette contribution des Socialistes bretons au projet régional 2021-2027 est en effet le fruit de rencontres qui se sont tenues, en visioconférences, entre le mois de mai 2020 et le mois de mars 2021, organisées par le bureau régional du BREIS ou les Fédérations, avec la participation

des Jeunes Socialistes. Plus de 20 webinaires, auxquels ont participé 35 invités et qui ont été suivis par près de 700 internautes, militants... Pour mémoire, ont été évoqués, notamment, l'aménagement du territoire, la culture, la santé, la maritimité, la démocratie participative... « **De nombreux extraits de ces rencontres sont en ligne sur la chaîne Youtube du BREIS** », rappelle sa secrétaire régionale.



L'AG se tiendra le 27 avril et le vote les 28 et 29 avril

À partir de cette « matière première » mais aussi des contributions des Fédérations ou des sections, le bureau du BREIS a élaboré sa contribution au programme que défendra la liste emmenée par Loïg Chesnais-Girard.

Ce document, intitulé *Une Bretagne solidaire, fière et ambitieuse* s'organise autour de quatre chapitres : *Une Bretagne Solidaire*, *Une Bretagne engagée dans les mutations*, *Une Bretagne fière de son passé et tournée vers l'avenir* et *Faire la Bretagne avec les Bretonnes et les Bretons*. Il contient 116 propositions.

La contribution du BREIS sera soumise au vote des adhérents bretons par internet, compte tenu de la situation sanitaire qui interdit tout vote classique en section. « **L'Assemblée générale de présentation du document se tiendra le 27 avril, à 18h30, en visioconférence** », annonce Forough Salami-Dadkhah. « **Le vote interviendra, ensuite, les 28 et 29 avril.** »

Pour un Finistère toujours plus solidaire

C'était une première : le 16 avril, Yann Nédélec, pour le PS, et Ismaël Dupont, pour le PC, ont signé un accord pour les élections départementales du mois de juin prochain. « Cet accord intervient un an après les Municipales. Dans de nombreuses communes, l'union a permis de remporter les élections et depuis un an les élu.es administrent ces municipalités d'union de la gauche en excellente intelligence », ont rappelé les deux dirigeants fédéraux.

Dans le Finistère, la majorité départementale de gauche a démontré qu'il est possible d'allier solidarité, attractivité, développement durable, promotion du service public et démocratie.

Les prochaines élections départementales interviendront dans un contexte totalement inédit. L'absence d'anticipation du gouvernement peut faire craindre une très forte abstention. Plus que jamais, l'union de la gauche est

nécessaire. La Fédération du Finistère du PS et la Fédération du PCF ont décidé de passer du discours aux actes et ont signé un accord électoral, afin de renforcer encore la majorité de gauche du Conseil départemental du Finistère.

L'objectif commun est bien, pour l'ensemble des candidat.es qui se présenteront sous l'étiquette de la majorité départementale, de renforcer, d'améliorer et d'amplifier les politiques mises en œuvre dans le Finistère, depuis de longues années déjà.

Il y a encore quelques années, l'existence même des Conseils départementaux était remise en cause. Le rôle qu'ils ont joué dans la crise sanitaire prouve pourtant à l'évidence qu'ils sont au contraire indispensables pour notre cohésion sociale.

Nous demandons des moyens financiers pour les Départements, qui soient la garantie de leur capacité à assumer leur mission sociale, de service public et d'égalité d'accès aux droits.



Yohann Nédélec et Ismaël Dupont ont signé un accord historique

Pour mettre en œuvre ce projet, la Fédération du Finistère du Parti Socialiste et la Fédération du Finistère du Parti Communiste ont passé un accord électoral qui prévoit que des candidat.es titulaires communistes et de progrès représenteront la majorité départementale au moins dans les cantons de Brest 1, Morlaix, Pont-de-Buis et Pont l'Abbé. Le Parti Socialiste apportera son soutien aux candidats communistes et de progrès et le Parti Communiste apportera le sien aux candidats présentés par le PS et les candidats issus de la société civile.

20 et 27 juin
Élections
départementales et
régionales (sous réserve).

Retrouvez-nous sur



Union de la gauche

Comment parvenir à l'union de la gauche et des écologistes? Le 17 avril, des représentants de toutes les composantes se sont retrouvés pour chercher une méthode et établir un calendrier.

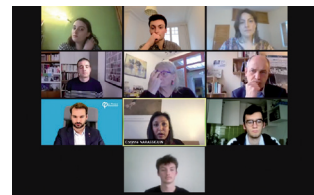
Quelques jours auparavant, le 14 avril, une rencontre, plus restreinte s'était tenue en *Facebook live* à l'initiative des étudiants de Sciences Po Paris (Nouvelle Donne Sciences Po, Europe Écologie Les Verts Sciences Po, la France Insoumise Sciences Po, le Parti Socialiste Sciences Po, l'Union des Étudiants Communistes). Ce débat public a permis à Corinne Narassiguin pour le Parti Socialiste, Hélène Hardy pour EELV, Pierre Larrourou pour Nouvelle Donne, Ugi Bernalicis pour la France insoumise et Nicolas Bonnet pour le PCF de constater à la fois les convergences, mais aussi les divergences qui existent entre les différentes organisations de gauche.

Comment passer d'une logique de compétition à une logique de coopération? Telle était la question posée. Car, il n'est pas question de réunir toute la gauche au sein d'une formation unique. Et s'il existe autant d'organisations c'est bien parce qu'il existe des nuances au sein de la gauche. Mais ces nuances sont-elles à ce point insurmontables qu'aucun accord n'est possible et qu'il faille, d'ores et déjà, se résigner à ce que la gauche se présente en ordre dispersé à la prochaine Présidentielle, sans le moindre espoir qu'un de ses représentants ne puisse se qualifier pour le second tour?

Tous les intervenants se sont retrouvés autour de l'idée que les luttes contre le réchauffement climatique et pour l'emploi doivent être liées. «**Si on s'en donne les moyens, on peut, avec un projet ambitieux de rénovation des logements, créer 900 000 emplois**», a rappelé Pierre Larrourou. «**On peut effectivement trouver des gisements d'emplois dans les domaines comme la construction ou la rénovation, mais aussi dans l'agriculture ou l'industrie des énergies renouvelables**», a complété Corinne Narassiguin, évoquant le projet des emplois verts, inspiré du dispositif *Territoire zéro chômeur de longue durée*.

Toutes les forces de gauche s'accordent également sur l'importance d'une intervention de la puissance publique pour engager les investissements indispensables à la transition écologique et sur l'urgence de taxer les entreprises qui réalisent les plus gros profits

ou instaurer une taxe sur les transactions financières.



De même, le renforcement de la protection sociale pour les jeunes avec l'extension du RSA aux moins de 25 ans ou une allocation universelle recueillent l'assentiment de toute la gauche. Compte tenu de l'ampleur de la crise, la création d'emplois-jeunes devrait également être envisagée.

Sur la question institutionnelle aussi un accord semble se dessiner à gauche pour en finir avec la présidentialisation excessive de la V^e République et pour faire de la réforme constitutionnelle une priorité.

Inutile de le cacher, la question européenne est sans doute celle qui provoque le plus de clivages entre les formations de gauche. Et pourtant, comme l'a souligné Pierre Larrourou, le Parlement européen permet tous les jours de faire travailler ensemble des représentants des différents groupes qui compose la gauche et les écologistes.

Il ne faut cependant pas en faire un désaccord insurmontable. «**Les traités ne fonctionnent pas**», a simplement constaté Corinne Narassiguin. Mais là où les Insoumis veulent «**renverser la table**» et s'émanciper des règles européennes, la représentante du PS plaide plutôt pour le lancement de projets pragmatiques qui démontrent l'importance de la construction européenne, dans des domaines comme la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'industrie ou l'agriculture. Car c'est bien à l'échelle de l'Union et non des États que doivent se planifier les stratégies.

Une victoire de la gauche en France changerait la donne en Europe, car chacun sait que ce ne sont ni LREM, ni le RN qui feront avancer l'Europe sociale. La règle de l'unanimité empêche de nombreuses réformes mais des coopérations renforcées sont possibles si neuf pays se mettent d'accord.

«**Les électrices et les électeurs de gauche veulent qu'on se rassemble, pour gagner et pas seulement pour témoigner**», a rappelé Corinne Narassiguin. Les discussions comme celle-ci montrent que les objectifs sont identiques. «**Nous devons donc, d'abord, nous mettre d'accord sur un projet et ensuite rechercher celui ou celle qui sera le plus à même de l'incarner.**»

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1352 - Vendredi 23 avril 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

